

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRESSON

RUE DU MOULIN
21910 Saulon-La-Chapelle

Références : 2024-383
Code AIOT : 0005401166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement BRESSON implanté 60 RUE DU MOULIN 21910 Saulon-la-Chapelle. L'inspection a été annoncée le 05/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRESSON
- 60 RUE DU MOULIN 21910 Saulon-la-Chapelle
- Code AIOT : 0005401166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de SAULON-LA-CHAPELLE de la Société BRESSON comprend notamment des silos de

stockage de grains et une installation de stockage d'engrais solides.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
5	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
6	Propreté des locaux – consignes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une attention particulière devra être portée à la maintenance des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le site est sous la responsabilité d'un chef de silo. Un responsable maintenance peut intervenir sur plusieurs sites du groupe. Les saisonniers reçoivent une formation initiale et un guide d'accueil présentant les risques associés aux activités du site.

<p>Un bilan individuel de formation est tenu à jour pour chaque agent. L'inspection a parcouru la fiche du responsable de silo qui n'appelle pas d'observation particulière.</p> <p>Le plan de formation est informel, néanmoins les diverses formations sont tracées, l'entretien professionnel annuel permet de planifier les formations nécessaires de chacun.</p> <p>L'ensemble du personnel (même administratif) reçoit une formation d'une demi-journée sur les risques ATEX. Cette formation est renouvelée tous les 5 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser son plan de formation par type de poste.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Conditions de fonctionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des fiches avec mode opératoire pour différentes activités sur site ont été présentées à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pesage, échantillonnage et enregistrement, • orientation du camion vers la fosse et déchargement du camion, <p>par exemple, et n'amènent pas de remarque particulière.</p> <p>L'exploitant dispose des «permis de pénétrer» et «permis feu» pour les travaux particuliers de maintenance ou d'intervention pour des locaux ou machines spécifiques.</p> <p>La fiche de procédure (P/CE-006 / V5 mise à jour le 30/05/24) sur la maintenance préventive des différents matériels reprend les consignes générales de mise en sécurité et consignations avant toutes interventions, ainsi que les tâches spécifiques réalisées par les différents acteurs selon leur niveau de responsabilité (formation/habilitation).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le permis feu N° 26/24 délivré le 28/08/2024 a été présenté. Il est noté qu'un contrôle a été effectué deux heures après la fin des travaux (soudage électrique + meulage/tronçonnage). Ce permis feu est accompagné d'un « plan d'intervention/permis de travail ».</p> <p>Le permis feu est signé de l'entreprise intervenant, de la directrice générale (ici po la responsable sécurité) et de la responsable sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la délégation de signature de ce type de document est formalisée et apparaît sur la fiche de poste des agents concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendu sur une partie du site. Un test de détection de bourrage sur le transporteur à chaîne N°1 a été réalisé avec succès : arrêt du process et report du défaut sur l'écran de supervision.</p> <p>Des graines, en fond de fosse, ont commencé à germer. Le nettoyage doit être fait régulièrement, même pendant les périodes de fortes activités des moissons.</p> <p>Dans l'ensemble, les parties visitées (cases 1 à 6) sont dépoussiérées et les transporteurs à chaînes sont capotés. Néanmoins, l'inspection a noté de nombreuses défaillances dans l'étanchéité des boîtes de dérivation électrique (presse-étoupe inadapté), présence de câbles attaqués par des rongeurs laissant les fils conducteurs à nu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives adéquates sur ses installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Equipements à l'origine de départ de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100</p>

relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel.

Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Les vérifications des installations électriques ont été réalisées par un organisme agréé du 16 mai 2024 au 27 mai 2024 et ont fait l'objet du rapport 8346320-010-1 en date du 09/07/2024 présenté à l'inspection. Certains appareils n'ont pas pu être vérifiés, faute d'accès sécurisés, ou de personne habilitée pour consigner les installations haute tension.

Néanmoins, l'inspection relève que le site présente des dysfonctionnements des dispositifs à courant différentiels et l'inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou à risques d'explosion.

L'inspection a pu relever sur le terrain des défauts d'étanchéité de matériel (voir PC n°4).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les vérifications électriques sur l'ensemble du site.

Les remarques relevées et les observations de l'inspection au point de contrôle précédant doivent être levées. Au besoin l'exploitant peut hiérarchiser les interventions sur ses installations électriques en présentant un plan d'action des mesures correctives.

L'exploitant doit garantir l'absence de courant statique au niveau des tuyaux PVC présents dans le circuit du séchoir à grains.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Propreté des locaux – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.13

Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler [...]

Constats :

Dans l'ensemble, les secteurs visités lors de l'inspection (fosse séchoir, cellules 14 à 23 et séchoir)

étaient dans un état d'empoussièrement limité. Il est à noter que suite à la campagne de moisson, des grains en fond de fosse ont commencé à germer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter une attention particulière au nettoyage lors des campagnes de moissons. Le fond de fosse sera à nettoyer.

Type de suites proposées : Sans suite